

«Illusions meurtrières»

Voici une réflexion, profonde et active, pour rompre avec le défaitisme face à l'obscurantisme, défaire le nihilisme motivant l'absence de toute perspective de progrès dans nos sociétés et, conséquence logique, manifester ou tacite, solliciter le recours aux alliances les plus sordides, internes comme externes.

Le dernier ouvrage de Yadh Ben Achour – *La deuxième fâtiha : l'Islam et la pensée des droits de l'homme**, récemment paru chez PUF, tombe à pic pour dire «à la fois que le monde musulman est un terrain d'espérance et qu'il ne faudrait rien en espérer, parce qu'il est en quelque sorte condamné à la réclusion, par le fait même de son mode de penser et de croire». Un réalisme qui ne doit toutefois pas conduire au défaitisme, tient-il à préciser dans sa conclusion.

«L'étatisation de la religion islamique» l'a amenée «au plus profond d'une phase de régression». La société islamique est, pour sa part, «atteinte au plus profond de son être, gangrenée par un formalisme outrancier, une politisation désastreuse, un attachement maladif aux manifestations socioculturelles externes, une puérilité sans limite de la pensée religieuse». Elle souffre d'une glaciation de la pensée sociale résorbée «dans les menus détails du licite et de l'illicite, de la gestuelle corporelle, du niqab, de la burqa ou de l'aliement des adultes en vue d'une mixité innocente».

La responsabilité première de cette régression incombe à l'Etat pour des raisons évidentes que l'auteur évoquera plus loin, mais pas seulement, car «tous les pouvoirs en sont complices».

Nous sommes en présence d'entités aux antipodes de celles qui les ont précédées au XIV^e siècle, lorsque l'élément étatique et institutionnel participait à la grandeur de l'Islam par ce qu'on appelle le «contractualisme musulman», par opposition au «corporatisme statutaire hiérarchique héréditaire de l'Occident».

L'Islam a besoin de «retrouver l'inspiration du souffle prophétique, ce désir infini de changer le monde et de le sortir de l'ignorance et de la passivité».

Sur le plan cognitif, la sclérose est attachée à «l'inaccessibilité au doute méthodique» que représentent «l'attachement à la lettre du texte transcendant l'espace et le temps», d'une part, «la sacralisation du savoir et de la sagesse des anciens, dont la parole tient lieu d'argument», d'autre part. Ce double travers empêche la plupart des pays musulmans de «s'insérer dans l'esprit des temps modernes».

Intellectuels «concordistes» et ulémas «révélationnistes radicaux» se disputent un «arc référentiel» dont les enjeux de pouvoir sont évidents. Leurs armes com-

munes, mais différemment maniées, sont : la qualification, la compétence et l'habilitation en sciences religieuses : «Pour les ulémas, les intellectuels et leurs acolytes ne sont que des fauteurs de troubles ne disposant pas de la compétence nécessaire en matière de sciences religieuses. Cette compétence seule leur donnerait le droit légitime à la parole. Pour les autres, les ulémas sont les premiers responsables de la crise généralisée du monde musulman, pour avoir figé la pensée religieuse dans les schémas déformants, arbitraires, archaïques et inamovibles.» Il resterait alors à déchoir ces derniers de «leur monopole du savoir et discours» pour incompétence.

L'enjeu du bras de fer qui semble consacrer la victoire des ulémas est la relecture du Coran : «Les musulmans ne sont pas victimes de leur texte, mais de ses dérivés historiques (...) Il faut donc revenir à l'esprit du texte.» Fazhur Rahman voit dans ce biais (renouer avec l'esprit du texte sacré) notre condition d'accès à la modernité, alors que Mohamed Arkoun plaide pour un retour à l'humanisme qui a caractérisé la civilisation islamique au IV^e siècle de l'hégire afin de concilier les droits du croyant avec les devoirs de la citoyenneté et libérer «la pensée islamique des fermetures dogmatiques imposées par des siècles de lecture close, répétitive et rigide du texte coranique».

La vision positive de la personne humaine et de sa liberté dans le texte coranique a été malheureusement confisquée par les institutions cléricales et étatiques, soucieuses d'asseoir leurs pouvoirs et, il faut avoir le courage de le dire, «justifier et rétablir les hiérarchies, les inégalités et la domination».

Les nouveaux modes de relecture sollicités par l'auteur varient en fonction de leurs perspectives : historique, anthropologique, linguistique, psychanalytique, sémiologique, structurale, téléologique, féministe.

Les ulémas, également appelés «révélationnistes radicaux» (ils ne le sont pas tous - fort heureusement), affûtent, eux aussi, leurs armes pour s'emparer du monopole absolu des trois techniques classiques d'interprétation que sont le bien commun ou l'intérêt général (*Maçlaha*), la politique de l'Etat musulman conforme aux Ecritures (*Siyâsa shar'iyya*) et les desseins réels de la loi religieuse (*Maqâ'id*).

Ce dernier point leur est largement, constamment, et à juste titre, disputé par les intellectuels musulmans réformateurs ou «concordistes», au sens où ils œuvrent à réconcilier la lettre et l'esprit. La tradition et le progrès, l'authenticité et la modernité. Le dessein qu'ils accordent à la loi religieuse est celui de faire valoir

l'esprit de cette même loi pour lui permettre d'introduire dans sa matière les ajustements et les affinements nécessaires à son adaptation à l'évolution des mentalités, des mœurs et des besoins.

Historiquement, cette technique rationaliste du droit – les *Maqâ'id* – a permis à la société islamique d'éviter de périr sous le poids du système rigide scolastique de législation (*taqlîd*), une régression historique généralisée du droit qui a failli lui être fatale, comme ce fut le cas avec Azzeddine Ibn Abdesselam lors de la chute de Baghdad et de la dynastie abbasside ou Nejm Eddine Ettoufi qui vécut la période mamelouke ou encore Abou Ishak Echati, contemporain de la crise de la dynastie nasride en Andalousie.

Ce fut également, et plus récemment, le cas de l'intériorisation du concept de droits de l'homme dans la philosophie islamique du droit et des autres progrès réalisés en matière de droit pénal (dans le sens de sa décorporalisation) ou de droits des femmes (en matière de polygamie et de parité).

La politique de l'Etat musulman conforme aux Ecritures (*Siyâsa shar'iyya*) peut également se révéler un puissant levier aux mains des policy makers et des juges, notamment pour dépasser les règles strictes de l'administration de la preuve et régler une situation en ayant recours à «une sagesse qui respecte l'esprit du *shar'*» (l'équité).

Le même progrès est possible en matière de liberté de conscience, soutient l'auteur, pour peu – est-ce trop demander ? – qu'on abroge «le crime d'apostasie» et qu'on préfère à toute autre référence le verset 256 de la sourate de la Vache : «Pas de contrainte en matière de religion.» Ou encore : «A vous, votre religion. A moi, ma mienne».

«L'illusion meurtrière», particulièrement incarnée par Sayyad Qutb, et que les croyants doivent combattre, est celle qui porte sur la négation des droits de l'homme, jugés comme «normes d'une société décadente atteinte par la perversion des mœurs, d'une société injuste, a-religieuse, livrée aux ravages du matérialisme et de l'individualisme hégémonique». Droits de l'homme, démocratie et laïcité sont bannis, y compris par la violence.

Yadh Ben Achour leur oppose «quatre batailles prioritaires».

La première bataille est livrée contre les trois forteresses du naturalisme (qui considère la vie naturelle comme le fondement de la morale et du droit), de l'historicisme (qui justifie la norme comportementale à partir de la seule expérience historique) et du culturalisme (la culture comme fondement du droit) pour asseoir la supériorité de la philosophie des droits de l'homme, afin que s'impose «l'homme libre, ami de Dieu».



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

La deuxième bataille vise à la séparation entre le politique et le religieux, en partant du constat que «la confusion profite, en dernière analyse, au pouvoir politique et maintient le citoyen dans un statut perpétuel d'assujettissement. En effet, quand l'intervention d'un pouvoir quelconque se fait au nom du religieux, sa décision échappe à la délibération. Elle ne peut être remise en cause. Le progrès devient difficile, sinon impossible».

La troisième bataille tient à l'action résolue visant à «dénoncer sans crainte certaines prétentions de la science néo-islamologique des anthropologues, sociologues et autres social -scientistes qui nous invitent à décrire, calculer et comprendre, sans juger au nom de la science et de l'objectivité».

Enfin, une quatrième bataille mérite d'être livrée pour «expliquer que l'émergence de la liberté n'est pas un problème de mots, encore moins de mensonges. Elle ne peut se réaliser que dans un système institutionnel dit 'démocratique' dans lequel les véritables principes sont ceux de l'Etat de droit et non de la loi du nombre. Un régime antinomique avec les «trahisons constitutionnelles perpétuelles à caractère opportuniste destinées à maintenir un homme au pouvoir», «la monarchie traditionnelle justifiée par la descendance ou le pouvoir théocratique, justifié par la transcendance». Tout est dit.

A. B.

(*) Yadh Ben Achour, *La deuxième fâtiha : l'Islam et la pensée des droits de l'homme*, PUF, Paris 2011, 194 pages.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



L'Algérie doit absolument la récupérer !

Salon du livre d'Alger. Ne ratez surtout pas ce jeudi, au stand Libye, la séance dédicace de l'auteure Aïcha Kadhaï. Elle signera son dernier né...

«Ma fille, ma bataille !»

Il faut ramener Chakib Khelil ! Il est impératif de le faire revenir au pays. C'est devenu une question d'intérêt national. Mais que l'on ne se méprenne pas. Moi, je ne demande pas qu'il soit jugé, arrêté, embastillé. Non ! Je suis journaliste, et non pas juge. L'affaire Sonatrach est entre les mains des juges, et il faut laisser la justice suivre son cours selon la formule consacrée, ailleurs. Non ! Mon désir ardent de voir revenir Khelil au plus vite en Algérie, c'est pour le bien de mon pays, et uniquement pour ça. Car, cet homme l'a ! Cet individu la possède ! Ce sir en a une ! Ce personnage la porte même sur lui ! Je n'en connais pas d'autre sur terre. A ma connaissance, il est le seul. Ou du moins, l'un des rares élus à en avoir une. Et il est anormal que lui en ait une, et que l'Algérie ne puisse pas en bénéficier. Le retour de Khelil en Algérie devrait devenir une question de défense nationale. Avant qu'il ne soit trop tard ! Car, dès que ça se saura, dès que les grandes puissances en auront eu vent, ils nous la piqueront sous notre nez paresseux et tardant comme toujours

à réagir. Je le dis ici, solennellement : Chakib Khelil doit faire bénéficier l'Algérie de son... armure magique ! Quelle armée au monde ne rêverait-elle pas de pouvoir habiller ses troupes, ses troupions avec une telle armure ? Toutes les ANP de la planète saliveraient à la simple idée de l'avoir, cette armure qui rend son possesseur invulnérable, inatteignable, in-blessable, intouchable. Encore il y a quelques heures à peine, l'actuel ministre de l'Energie s'est échiné devant témoins à détailler les dégâts énormes causés par Khelil au secteur des hydrocarbures algériens. Et rien ! Les coups ainsi lancés par Yousfi ont fait chou blanc. Les attaques donnaient l'impression de coups d'épée dans l'eau, un jour de délestage des oueds et rivières du pays. Assurément, c'est la preuve que Chakib la magnifique la porte, son armure magique. Et qu'elle est indiscutablement d'une efficacité à toute épreuve. Alors soyons réalistes ! Au lieu de nous cantonner sur des positions belligérantes face à Khelil, faisons preuve d'intelligence. Proposons-lui un deal. Qu'il rentre, qu'il mette à la disposition de nos forces armées son armure magique d'intouchable, et nous lui promettons l'amnistie. On peut bien faire ça, non ? Du moment que Anouar Haddam rentre... Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.